

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 15 DECEMBRE 2021

JP/DS

Objet : 1.3 Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement

Délibération n° 2021CS120014	Nombre de conseillers:		Vote :	
	En exercice	84	Majorité requise :	24
Date de la convocation :	Quorum	42	Pour	47
06/12/21	Présents	39	Contre	0
Secrétaire de séance (art. L2121-15) CGCT) :	Pouvoirs	9	Abstentions	1
M. Jean-Manuel GARRIDO	Votants	48		

L'an deux mille vingt-et-un, le quinze du mois de décembre à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat, 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur, participent à la présente délibération les délégués suivants :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent ou suppléé	Suppléé par ou pouvoir donné à
BETTING Dominique	LES ASSIONS	X	
CONSTANT Bernard	BALAZUC	X	
FERRIER Dominique (M.)	BANNE		
BADAROUX LAFFONT Julie	BEAULIEU		
BALMELLE Robert	BERRIAS ET CASTELJAU	X	
AMIEL Alexandra	CHANDOLAS	X	
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	X	
KOB Wilfrid	CHASSIERS	X	
TUAILLON Alain	CHAUZON		
LINAIS Julien	CHAZEUX		
CHAUDANSON Christian	FABRAS	X	
PASCAL Jean	FAUGERES	X	
MARHIC Daniel	GROSPIERRES	Suppléé par	JAUZION Bruno
LEYNAUD Jean-Marc	JOANNAS		
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
PONTHIER Jean-Yves	LABEGUDE		
GROS Cyril	LABEGUDE		
GENEST Sandrine	LACHAPELLE S/S AUBENAS		
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
VEOL Christophe	LALVADE D'ARDECHE	X	
LE TOQUIN Stéphanie	LALVADE D'ARDECHE	Pouvoir à	VEOL Christophe
LACROIX Bernard	LARGENTIERE	X	
VILLALONGA Jérémy	LARGENTIERE	X	
DEROUILHE François	LAURAC EN VIVARAIS		
DAVO Jean-François	LAURAC EN VIVARAIS		
HOURS André	MALBOSC	X	
BRUN Marc	MEYRAS	X	
KRASOUSKY Bruno	MONTREAL	X	
LAURIOL Samuel	PRADONS		
BONNAUD Jean-Claude	PRUNET		
AUDIBERT François	RIBES	X	



IMBERT Guy	ROCHER	X	
CAMPO Hervé	ROCLES	X	
BEDAGUE Gery	ROSIERES		
POUGET Eric	ROSIERES		
DE LA FONTAINE Pierre	RUOMS		
CARON Christian	RUOMS	X	
BESANCENOT Thierry	RUOMS		
LUCENAY Jean-Claude	ST ALBAN AURIOLLES	X	
PHILIPPEAU Patrick	ST ALBAN AURIOLLES		
MARIJON David	ST ANDEOL DE VALS		
GARRIDO Jean-Manuel	ST ANDRE DE CRUZIERES	X	
LLORCA Patricia	ST JULIEN DU SERRE	X	
MINJOLAT-REY Claude	ST PIERRE DE COLOMBIER	X	
MERINE Philippe	ST PRIVAT		
ROURISSOL Denis	ST PRIVAT		
MOLLARD David	ST SAUVEUR DE CRUZIÈRES		
CHABRY Christophe	SAMPZON		
DEGUILHEM Arnaud	SANILHAC		
BANCHET Marie-Claire	TAURIERS	X	
GANDON Christian	UCEL	Pouvoir à	CHAUDANSON Christian
BOYER Joël	UCEL	Pouvoir à	BALMELLE Robert
GIAUFRET Hervé	UCEL	Pouvoir à	LLORCA Patricia
PERRIER Bernard	UZER	Pouvoir à	PASCAL Jean
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
LACROTTE Robert	VALS-LES-BAINS		
EL FARKH Marie	VALS-LES-BAINS		
CHEREL Xavier	VERNON		
GRASSET Guillaume	VINEZAC	X	
BOISSIN Odile	VINEZAC	X	
CHASTAGNIER Geneviève	CDC Pays Beaume-Drobie		
AUDIBERT François	CDC Pays Beaume-Drobie	X	
GARCIA Denise	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
CLEMENT Nicolas	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
GARRIDO Jean-Manuel	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BALMELLE Robert	CDC Pays des Vans en Cévennes	X	
BOYER Joël	CDC BASSIN D'AUBENAS		
GROS Cyril	CDC BASSIN D'AUBENAS		
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	Pouvoir à	GARRIDO Jean-Emmanuel
GINEVRA Stéphane	CHIROLS	X	
MAISONNEUVE Patrick	FONS		
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		
PANTOUSTIER Brigitte	JOYEUSE	X	
COROMINA Jean	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	GIMENEZ Jacques
GIMENEZ Jacques	VALLON PONT D'ARC	X	
DIVOL Max	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	DIVOL Max
MARRON Jacques	SIAEP BARJAC	X	
UGHETTO René	SIAEP BARJAC		
AGERON Claude	SIAEP BARJAC		
BACCONNIER J-Claude	SIVOM Olivier de Serres	X	
FALLOT Joseph	SIVOM Olivier de Serres	X	
GLADIEUX J-Pierre	SIVOM Olivier de Serres	Pouvoir à	BACCONNIER Jean-Claude
CROS Michaël	SIVOM Olivier de Serres	X	
DEVOS Benoît	SIAE ST ETIENNE ST SERNIN		

OBJET : 1.3 Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement

M. le président rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

Les services du SEBA ont subi de nombreuses défections lors de la fin d'année, dues à l'épidémie de COVID-19. De ce fait, il n'a pas été possible d'établir le budget primitif en vue d'un vote en décembre, comme tous les ans.

Il est donc proposé une organisation temporaire donnant la possibilité d'exécuter par anticipation le budget 2022, jusqu'au vote du budget primitif prévu en janvier.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, par 47 voix POUR et une ABSTENTION :

- **AUTORISE** le président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2021, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, jusqu'à l'adoption du budget primitif 2022,
- **DECIDE** que cette autorisation s'applique au budget « gestion générale » et aux deux budgets annexes,
- **DECIDE** que l'autorisation concerne toutes les opérations inscrites en section d'investissement, ainsi que les dépenses prévues par des marchés en cours au 31 décembre 2021.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL